

Paris, le 14 mars 2016

Communiqué de presse

**Les retraité-e-s engagé-e-s dans les manifestations,
pour leurs revendications
et pour celles de leurs enfants et de leurs petits enfants.**

Le 10 mars, à l'appel de neuf organisations de retraité-e-s (CGT, FO, UNIRS Solidaires, FSU, CFTC, CFE-CGC, FGR-FP, UNRPA, LSR), des dizaines de milliers de personnes retraitées ont manifesté dans tous les départements pour la défense de leur pouvoir d'achat. Leur perte de pouvoir d'achat résulte notamment d'une forte augmentation de la fiscalité spécifique aux personnes retraitées, dans une période de gel des pensions depuis le 1^{er} avril 2013. Pendant le même temps, elles constatent que l'argent public continue de couler à flots pour les grosses entreprises (exonération de cotisations sociales, crédit d'impôt à des titres divers, fraude fiscale facilitée, etc.). Tout ceci se concrétise par un accroissement énorme des inégalités dans notre pays, comme dans le reste de l'Europe et comme dans la plupart des pays de la planète.

Une telle situation n'est pas le résultat « naturel » de l'évolution des choses. C'est l'application de choix idéologiques et politiques qui ont libéré progressivement la finance de tout contrôle et de toute contrainte ou régulation. Ce que nous découvrons tous les jours, c'est bien l'accaparement de plus en plus grand de tous les pouvoirs par les détenteurs du capital, qui veulent s'octroyer toujours des parts grandissantes des richesses produites, particulièrement en maintenant un chômage de masse par le refus d'adapter le temps de travail en fonction des gains de productivité énormes résultant des évolutions technologiques. Ce niveau de chômage facilite la mise en concurrence des mains d'œuvre, à l'intérieur des pays et entre les pays. Ceci a pour effet direct de tirer vers le bas les conditions de travail, d'emploi et de rémunération.

Forte de ces premières victoires, la minorité privilégiée veut encore conforter les pouvoirs liés au droit de propriété : il faut que les propriétaires des entreprises aient progressivement tous les pouvoirs dans « leur » entreprise, et il faut que la démocratie politique dans la société évolue vers une démocratie actionnariale où ce sont, de fait, les principaux actionnaires des principales sociétés multinationales qui décideraient de la marche du monde. La phase que nous traversons en France en ce moment avec l'opération de « simplification » du droit du travail est une de ces étapes : plus de précarisation doit permettre plus de profits.

Le succès de la pétition contre ce projet montre qu'une grande partie de l'opinion publique n'est pas dupe et a bien compris la manœuvre. Nombre de personnes retraitées, notamment par l'expérience acquise des luttes et des mobilisations passées, ont déjà rejoint, le 9 mars, leurs enfants et leurs petits enfants dans les manifestations. Le 10 mars, dans plusieurs villes de France, les manifestations « retraité-e-s » ont été soutenues et animées par des jeunes lycéens et étudiants.

L'UNIRS Solidaires appelle les personnes retraitées à se joindre aux manifestations des prochaines semaines, particulièrement dès le 17 mars.